



**A New Direction**

**for Progressive Societies**

**Résolution n°1**

**Citoyens d'abord: Pour un agenda progressiste européen**

**Adoptée au 8<sup>ème</sup> Congrès du PSE**

**8<sup>th</sup> PES Congress  
Prague, 07-08 December 2009**

[www.pes.org](http://www.pes.org)

Le monde traverse une crise financière et économique mondiale profonde et persistante. Les citoyens ordinaires en souffrent les conséquences. La crise est arrivée à un moment où les Européens étaient déjà confrontés à des inégalités croissantes, conséquences d'un paradigme économique promu par la droite qui ne fonctionne pas et du danger sans précédent que représente le changement climatique. Nous voulons un changement radical afin d'ouvrir une nouvelle ère de justice et de responsabilité. En tant que socialistes, sociaux-démocrates et progressistes d'Europe, nous sommes convaincus que pour atteindre notre objectif et mettre la mondialisation au service du progrès humain, nous devons élaborer un nouvel agenda progressiste européen pour une Union européenne forte.

Dans le monde globalisé d'aujourd'hui, aucune nation ne peut seule conduire l'avenir de sa population. La coopération et une souveraineté partagée et démocratique peuvent rendre aux pays et aux citoyens de l'Union européenne le pouvoir qu'ils ont perdu aux forces mondiales. Nous devons doter l'Union européenne d'une voix commune, forte et résolue si nous voulons éviter que d'autres pouvoirs décident de notre avenir pour nous. Nous sommes persuadés que nous ne pourrions parvenir à des objectifs progressistes qu'à travers une action et un engagement fermes au niveau européen et mondial. La crise actuelle accélère l'émergence d'un nouvel ordre mondial constitué de pouvoirs régionaux. L'arrivée au pouvoir de gouvernements progressistes aux Etats-Unis et au Japon représente une opportunité unique pour nous de promouvoir un programme politique progressiste et nous devons activement en tirer parti.

Face aux crises (financière, économique, environnementale et sociale) actuelles, il est impératif de changer profondément et durablement nos économies et nos sociétés. Bien que les gouvernements sociaux-démocrates progressistes aient adopté des actions fermes et offensives afin de contrer la récession, nous risquons malgré tout de connaître plusieurs années de faible croissance si nous ne poursuivons pas nos efforts de réformes et si nous ne construisons pas un nouveau modèle de croissance fondé sur la justice sociale, l'égalité, la connaissance, la recherche et l'innovation.

Nous devons relever de façon efficace les défis environnementaux afin d'arriver à une société durable. Nous sommes convaincus qu'une croissance intelligente et verte permettra à nos sociétés de fonctionner correctement à l'avenir tout en protégeant notre planète. Toutefois, le système financier, aujourd'hui aux antipodes des besoins des citoyens, doit être mis au service de l'économie réelle et de l'intérêt collectif. En tant qu'économie et marché les plus grands au monde, l'Union européenne doit assumer une responsabilité fondamentale : elle doit garantir une réglementation et une supervision strictes des marchés financiers. Elle a par ailleurs la capacité essentielle de pouvoir piloter ce nouveau modèle de croissance durable - à travers ses politiques, à travers la coordination et à travers ses ressources..

Le Parti socialiste européen constitue une force politique majeure et est représenté au sein de toutes les institutions européennes. Notre responsabilité et notre ambition consistent à proposer un nouvel agenda progressiste européen afin d'influencer au maximum la prochaine stratégie quinquennale de l'Union européenne et de mettre en œuvre notre vision et nos propositions, telles qu'elles figurent dans notre manifeste "Citoyens d'abord : Un nouveau sens pour l'Europe", texte qui reste au cœur de notre engagement et qui constituera encore la ligne directrice du travail des socialistes et sociaux-démocrates dans les années à venir.

## **Nos priorités stratégiques pour l'Union européenne**

Nos priorités pour la prochaine stratégie quinquennale de l'Union européenne se centrent sur les grands défis auxquels sont confrontés les citoyens européens. Nous croyons que les nouvelles dispositions démocratiques du traité de Lisbonne doivent à présent être appliquées de façon concrète et que tous les niveaux de gouvernement, local, régional, national, européen et mondial, doivent participer pleinement aux efforts fournis autour de ces priorités, qui visent à :

1. Garantir une relance forte et un nouveau modèle de croissance durable et socialement juste
2. Mettre en œuvre une réforme fondamentale des marchés financiers afin de nous protéger de nouvelles crises et de servir l'économie réelle
3. Combattre le changement climatique et garantir des énergies propres à l'avenir
4. Promouvoir des systèmes de protection sociale forts, justes et efficaces dans un monde globalisé, pour une nouvelle Europe sociale
5. Promouvoir l'égalité des sexes
6. Promouvoir une mondialisation pour le progrès humain et la sécurité humaine dans un nouvel ordre mondial

### **1. Garantir une relance forte et un nouveau modèle de croissance durable et socialement juste**

La crise économique mondiale a détruit l'emploi et a réduit le niveau de vie des travailleurs partout en Europe. La coordination européenne et mondiale des politiques de relance budgétaire et des politiques financières a été fondamentale et nous a permis d'éviter le pire : la dépression économique. Les gouvernements sociaux-démocrates et progressistes ont été les grands promoteurs de ces efforts de coordination. Mais d'autres gouvernements n'ont pas mis le principe de justice sociale suffisamment au centre de leur réponse à la crise.

Une croissance trop stagnante risque à présent d'aboutir à un recul du niveau de vie et à de nouvelles divisions entre les Etats membres à moins que nous n'adoptions une action plus ferme et mieux coordonnée au sein de l'Union européenne et au niveau mondial. Afin d'éviter que les inégalités ne s'accroissent, il est essentiel de renforcer la politique européenne de cohésion et les mécanismes qui en découlent. Il est crucial que nous agissions de façon collective afin d'éviter une augmentation dangereuse du chômage de masse et des inégalités sociales.

Nous nous engageons à entreprendre une réflexion approfondie afin d'aboutir à un nouveau paradigme pour l'avenir des sociétés progressistes. A court terme, il est urgent d'adopter un plan de relance renforcé et progressiste axé sur une coordination et sur des instruments

européens approfondis ainsi que sur la solidarité européenne ; ce plan doit établir une stratégie d'entrée sur le marché du travail recentrée sur des politiques actives de l'emploi. L'objectif essentiel de cette stratégie d'entrée sera de lutter contre le chômage, de promouvoir la requalification professionnelle et de créer les conditions nécessaires pour le plein emploi dans l'économie européenne. La droite et les libéraux plaident pour une réduction des plans de relance et seraient prêts à laisser les chômeurs sans la moindre perspective d'embauche ; nous pensons au contraire qu'une telle politique plongerait nos économies dans une profonde récession et détruirait encore davantage d'emplois. L'endettement public élevé n'est pas une cause mais bien un résultat de la crise. Dès que l'économie et que l'emploi entreront à nouveau dans un cycle de croissance, nous devons commencer à consolider les budgets d'une manière juste et socialement équitable, sans jamais oublier que les générations futures ne doivent en aucun cas payer le prix de la crise actuelle. Les garanties publiques et les politiques de soutien à la demande ont sauvé nos économies. Aussi, il nous faut poursuivre ces efforts jusqu'à ce que nous remportions la bataille contre le chômage, sinon nous risquons de tomber dans une crise de la dette récessive à long terme et dans une dégradation profonde de nos conditions de vie. Des investissements publics ciblés et des mesures d'incitation à l'investissement privé et à la consommation nous permettront de préserver l'emploi et de créer de nouveaux postes de travail. Des politiques sociales, en particulier celles adressées aux revenus plus faibles, protégeront les ménages les plus touchés par la crise et auront un impact positif sur la relance économique dans son ensemble. L'éducation sera également fondamentale pour ouvrir la voie à des sociétés progressistes, à condition qu'elle renforce les capacités des individus et qu'elle se fonde sur un accès égal et universel et sur l'égalité des chances. Pendant trop longtemps, l'UE s'est embourbée dans une myriade de stratégies politiques différentes et parfois contradictoires ; la droite n'a rien entrepris pour éviter une dérive vers des politiques déséquilibrées et inefficaces. Le plan européen de relance renforcé et progressiste que nous appelons de nos vœux doit donc ouvrir la voie à un modèle de croissance nouveau, durable et socialement juste. Notre interdépendance au sein de l'Union européenne est telle que nous ne pouvons lancer ce changement profond chacun de notre côté.

Même si nous reconnaissons les bienfaits de la mondialisation, cette dernière a également provoqué une érosion de nos industries et des restructurations massives, qui ont véritablement ébranlé notre base industrielle. Ce phénomène a eu des conséquences négatives pour la cohésion sociale et pour l'égalité dans de nombreuses villes et régions d'Europe ayant une longue tradition industrielle. Nous croyons en l'avenir des industries européennes. Toutefois, cet avenir doit être garanti à travers un partenariat actif pour le changement, entre les gouvernements, les autorités publiques, l'industrie et les partenaires sociaux aux niveaux local, régional, national et européen. Nous voulons que les industries d'Europe jouent un rôle central et dynamique dans la transformation de nos économies et dans le développement de nos régions, en faisant la promotion d'une innovation de niveau international et des technologies vertes. Les citoyens doivent avoir le pouvoir de devenir les partenaires actifs de cette transformation vers un développement durable. Il est donc essentiel de faciliter les changements dans nos comportements de consommateurs.

Il est temps d'élaborer une stratégie UE 2020 ambitieuse et progressiste pour les sociétés européennes, qui fasse de la réforme socioéconomique et environnementale le moteur d'un nouveau type de croissance. Il est temps de procéder à un changement radical vers une croissance intelligente et verte et de promouvoir des politiques macroéconomiques coordonnées afin d'élargir notre potentiel de croissance partout en Europe, un activisme industriel progressiste, intégrant de façon transversale les industries "vertes" et les nouvelles technologies de l'information dans nos sociétés, une utilisation pleine de politiques sociales efficaces afin de lutter contre la pauvreté, l'exclusion et les inégalités et de collaborer à notre vision pour des sociétés progressistes ; un changement profond vers une production et une consommation durables, une gestion efficace des défis démographiques, l'élaboration d'une politique d'immigration responsable, afin d'en faire un facteur dynamique du point de vue économique et social, enfin, le développement d'une société de la connaissance solidaire moyennant des politiques coordonnées et ambitieuses de l'apprentissage tout au long de la vie, de l'innovation et de la recherche. Cette stratégie doit bénéficier d'une dotation budgétaire adéquate et se fonder sur une bonne gouvernance et sur des indicateurs clairs ; elle doit par ailleurs être élaborée en coopération avec les partenaires sociaux. Voilà les éléments qui nous semblent essentiels pour une nouvelle stratégie.

Notre stratégie décennale exigera une réforme des politiques européennes existantes et nouvelles, ainsi qu'une coordination des politiques et des ressources nationales. La croissance économique, la protection sociale pour tous, la cohésion et la protection de l'environnement doivent devenir des objectifs d'importance égale, dans la lignée de la stratégie de Lisbonne initiale. Le budget européen doit se recentrer sur une croissance intelligente et verte afin de relever les défis futurs. Puisque ce budget se fonde sur la solidarité, il doit servir à améliorer le niveau de vie, à promouvoir la cohésion et la croissance sur tout le territoire européen et à appuyer la convergence économique des régions les moins développées de l'UE, notamment celles des nouveaux Etats membres. La crise financière a créé des pressions extraordinaires sur les budgets publics. Les Etats membres doivent explorer les possibilités d'une coopération européenne renforcée afin d'attirer les capitaux financiers internationaux, par exemple, moyennant les euro-obligations. Les Etats membres doivent avoir la capacité d'investir dans le secteur public et dans l'emploi. Le pacte de stabilité et de croissance révisé doit offrir une flexibilité maximale aux Etats membres afin de leur permettre de procéder à des investissements publics de qualité.

Nous croyons que notre nouvelle stratégie progressiste doit engager tous nos partenaires à tous les niveaux, afin qu'ensemble, ils conjuguent leurs efforts pour atteindre son objectif progressiste, à savoir un nouveau modèle de croissance durable et socialement équitable pour une nouvelle ère.

## **2. Mettre en œuvre une réforme fondamentale des marchés financiers afin de nous protéger de nouvelles crises et de servir l'économie réelle**

Il ne peut y avoir de relance durable ni de nouveau modèle de croissance sans une réforme fondamentale des marchés financiers. Le principal objectif des réformes doit être d'éviter que de nouvelles crises financières ne se reproduisent. Une réglementation et une supervision strictes doivent être adoptées dans un double but : mettre les marchés financiers au service de l'économie réelle et garantir la stabilité financière. Les banques doivent revenir à leur mission première et œuvrer dans l'intérêt des personnes et des entreprises. Le secteur bancaire fantôme doit opérer selon les mêmes principes et le même système de réglementation.

La droite et les libéraux n'ont commencé à parler de réglementation financière que cette année. Leurs propositions arrivent au coup par coup, leur engagement en faveur d'une réforme profonde n'est pas convaincant. Nous devons agir avec décision et vaincre les réticences envers une régulation des marchés financiers. **Il ne peut plus y avoir de marge pour l'arbitrage prudentiel. Il nous faut une législation universelle** qui couvre tous les acteurs, toutes les transactions et tous les produits financiers, y compris les fonds spéculatifs et de capital-investissement. **La coopération européenne et internationale doit permettre de mettre fin aux paradis fiscaux** et aux centres financiers offshore non-régulés. Les principes de transparence et de responsabilité doivent régir l'intégralité du système financier. **Il est essentiel d'établir un système de supervision transparent, indépendant, fort et coordonné au niveau européen, national et international**, avec des compétences claires en matière de contrôle, de sanction et d'intervention aux niveaux les plus pertinents.

Nous ne pouvons pas nous permettre encore une fois de voir ressurgir les risques systémiques, les prises de risques inconsidérés et l'endettement excessif dans le secteur bancaire formel et fantôme. En ce sens, il sera nécessaire d'adopter de nouvelles exigences en matière de fonds propres, des limites sur les leviers et des règles nouvelles et strictes sur les rémunérations des dirigeants. Les intérêts des travailleurs doivent être protégés : la pérennité de leurs droits en cas de rachat d'une entreprise par endettement (LBO) ou de tout autre type de reprise financière, ainsi que de leurs régimes d'épargne-retraite lorsqu'ils sont investis en leur nom sur les marchés financiers doivent être garantis. Les syndicats ont un rôle important à jouer afin de préserver les droits des travailleurs.

Des millions d'emplois ont été détruits, des millions d'entreprises ont fait faillite. Les travailleurs dans les pays pauvres et en développement ont été frappés le plus durement, malgré la distance qui les séparent des pays où la crise trouve ses racines. Nous rappelons en ce sens l'importance de notre partenariat avec les pays en développement les plus pauvres, comme ceux d'Afrique subsaharienne. Nous réitérons notre plein engagement en faveur de l'accord international intervenu dans le domaine de la coopération au développement. Cet accord prévoit en effet que les ressources destinées à la coopération au développement augmentent de façon continue au niveau européen afin d'atteindre 0,51% du produit intérieur brut (PIB) à l'horizon 2010 et 0,7% en 2015. Les budgets publics ont été mis sous pression et il faudra par conséquent procéder à des choix difficiles en matière de dépenses dans nos pays et au niveau international. Les réductions budgétaires affecteront de façon négative les travailleurs du secteur public et les individus plus généralement, en particulier les femmes ainsi que les couches les plus vulnérables de nos sociétés. Le secteur public a contribué à parer les pires effets de la crise financière en soutenant l'économie réelle

; il doit à présent participer aux efforts de relance. Les citoyens et le secteur privé ne peuvent être les seuls à financer ces coûts massifs. Le secteur financier doit également assumer sa part de la charge. L'Union européenne doit par conséquent promouvoir activement une nouvelle initiative visant à créer une taxe sur les transactions financières qui, en décourageant les spéculateurs à court terme, contribuera à la stabilité financière et générera de nouvelles sources de financement pour les ministères des finances afin de leur permettre d'affronter les défis mondiaux tels que le changement climatique.

### **3. Combattre le changement climatique et garantir des énergies propres à l'avenir**

Les changements climatiques s'accroissent à une vitesse alarmante dépassant les pires prévisions scientifiques. Le nombre de catastrophes naturelles d'origine météorologique, telles que les inondations et les sécheresses, s'est accru rapidement au cours des dix dernières années, en particulier dans les pays en développement. A moins d'agir maintenant, le changement climatique sera tel qu'il causera des dégâts irréversibles pour notre planète et mettra l'humanité en danger. En tant que socialistes, sociaux-démocrates et progressistes européens, nous continuerons de mener de front la lutte contre le réchauffement climatique. Nous poursuivrons nos efforts afin que notre famille politique continue d'être la force motrice d'une politique climatique progressiste et ambitieuse au niveau européen et international.

L'Union européenne doit user de tout son pouvoir pour que le sommet de l'ONU à Copenhague débouche sur un nouvel accord mondial sur le climat. Cet accord doit tenir compte de la responsabilité historique du monde industrialisé mais il doit aussi clairement montrer à quel point il est impératif que tous les pays agissent ensemble afin de limiter l'augmentation moyenne des températures au niveau mondial à moins de 2° C par rapport aux niveaux préindustriels. Le PSE considère que l'objectif minimal doit être de réduire les émissions de gaz à effet de serre à hauteur de 30% pour 2020 et à hauteur de 80% à 95% à l'horizon 2050 ; d'autres objectifs doivent également être définis à mi-parcours. Des objectifs mondiaux contraignants de réduction des émissions sont également nécessaires pour les secteurs de l'aviation, du transport maritime et de l'agriculture. Les pays en développement, au vu de leur vulnérabilité, doivent bénéficier d'un soutien particulier afin qu'ils puissent s'adapter aux conséquences du changement climatique par le biais d'initiatives axées sur le renforcement des capacités, le transfert de connaissances et une aide financière. Il est par ailleurs essentiel de créer les mécanismes et les instruments de financement nécessaires en ce sens, parmi lesquels un système d'échange de carbone et un fonds mondial pour le climat doté des ressources suffisantes pour financer les mesures d'atténuation et d'adaptation des pays en développement. Les aides financières pour les efforts d'adaptation au changement climatique doivent venir s'ajouter à l'aide au développement. Des instruments de financement novateurs sont donc requis afin de répondre à l'ampleur des besoins d'investissement dans ce domaine. Nous croyons qu'un nouveau cadre institutionnel est nécessaire pour diriger, gérer et contrôler la mise en œuvre d'un accord international.

L'Union européenne doit mettre le changement climatique au centre de sa nouvelle stratégie décennale de développement, notamment dans le cadre des fonds structurels. Elle doit intensifier ses efforts pour atteindre ses objectifs de réduction des émissions à hauteur de 30%, en révisant toutes les politiques pertinentes. Le budget européen doit être utilisé pour lancer de nouvelles initiatives ambitieuses dans le but de réduire les émissions et de promouvoir une croissance à faible émission de carbone. En tant que socialistes, sociaux-démocrates et progressistes, nous pensons que l'UE doit s'en tenir à son objectif de réduction des émissions à hauteur de 30% pour 2020, indépendamment des objectifs comparables que pourraient adopter d'autres pays développés en matière de réduction des émissions. Davantage de mesures sont nécessaires afin d'ouvrir la voie à des systèmes de transport à faibles émissions de carbone en Europe. De même, nous devons réduire les émissions dans le secteur de l'agriculture. La lutte contre le changement climatique (axée, entre autres, sur l'intensification des efforts en matière d'efficacité énergétique et sur la promotion des énergies renouvelables) permettra également à l'Europe de garantir sa sécurité énergétique en diminuant sa dépendance à l'égard des fournisseurs extérieurs. Il est vital que nous développions une véritable politique énergétique européenne commune. Les investissements dans les infrastructures publiques et l'élargissement des réseaux transfrontaliers constituent une condition sine qua non pour la réussite de toute politique européenne de l'énergie et du climat. Le succès du Climate Awareness Bond (ou obligation climatiquement responsable) lancé par la Banque européenne d'investissement est très révélateur du potentiel que recèlent ces formes innovatrices de financement pour ces investissements. Par conséquent, nous croyons que l'UE et ses Etats membres doivent étudier la possibilité d'introduire une initiative spécifique pour lancer des 'obligations vertes' au niveau national et éventuellement aussi au niveau européen.

Le PSE soutient le principe d'une écotaxe qui soit socialement juste et qui permette de procéder aux changements profonds et nécessaires dans nos modes de vie et de transport. La protection du climat doit devenir le moteur d'une nouvelle croissance durable. Le transfert de technologies est crucial pour les pays en développement. Tous les grands secteurs pollueurs comme l'aviation ou le transport maritime doivent être inclus dans les régimes de réduction des émissions. La déforestation est une des causes fondamentales sous-tendant le changement climatique et elle représente une menace pour l'humanité. Elle doit donc être arrêtée et inversée pour 2020.

Rien ne pourra justifier l'inaction. Il en va du devenir de l'humanité.

#### **4. Promouvoir des systèmes de protection sociale forts, justes et efficaces dans un monde globalisé, pour une nouvelle Europe sociale**

L'Etat-providence en Europe a joué un rôle fondamental dans la protection des citoyens des effets les plus durs de la crise économique et financière. Pourtant, ils sont à présent soumis à des pressions encore plus fortes, résultant d'un chômage de masse et d'un vieillissement de la population, dans un contexte de diminution des moyens financiers. Le risque de fractures et d'inégalités sociales durables s'est accru du fait de la crise. La solidarité européenne est essentielle pour empêcher que ces fossés se ne se creusent. La lutte contre

les inégalités sous toutes leurs formes constitue notre priorité collective pour une nouvelle Europe sociale. Nous devons réformer les régimes de protection sociale européens afin de pouvoir affronter ces défis, en adoptant des normes sociales élevées assorties d'un financement adéquat et en garantissant une protection sociale à long terme, sur la base d'une coopération européenne active.

A cet effet, nous appelons à l'adoption d'un Pacte européen pour le progrès social, qui propose des objectifs et des normes dans le domaine des politiques sociales, de la santé et de l'éducation au niveau national afin de contribuer à la lutte contre la pauvreté et les inégalités ainsi qu'au développement socioéconomique de l'Union Européenne. Il est essentiel de créer des allocations sociales fondées sur les besoins de toutes les personnes retraitées, au chômage ou ne pouvant travailler dans tous les pays européens, afin de leur garantir une vie dans la dignité. Nous proposons d'inclure une clause de progrès social dans toutes les législations européennes et de procéder à des évaluations de l'impact social et environnemental de toute législation européenne en cours d'élaboration. Nous proposons également un Pacte européen sur les salaires, garantissant le principe d'un salaire égal à travail égal et définissant le besoin d'instaurer des salaires minimaux décents dans tous les Etats membres, soit par la voie législative soit à travers la négociation collective, qui s'applique tant aux citoyens nationaux qu'aux travailleurs immigrés. Les droits sociaux doivent s'appliquer à tous les travailleurs, sur un pied d'égalité. Nous proposons de renforcer les droits des travailleurs à l'information et à la consultation. La participation des salariés dans la prise de décision des entreprises où ils travaillent représente un élément-clé pour l'avenir au niveau européen et mondial, pour une Europe plus sociale et pour un travail décent. Nous nous efforcerons de renforcer la participation des travailleurs dans les processus de prise de décisions économiques au niveau européen.

L'UE doit garantir la primauté du droit du travail (et donc, des conventions collectives et des droits des travailleurs tels que le principe du salaire égal à travail égal) sur les règles du marché unique et de la concurrence.

Les politiques et les ressources européennes doivent être réorientées vers la promotion d'Etats-providence forts, justes et efficaces afin de servir les citoyens dans une nouvelle Europe sociale. Le manifeste du PSE présente des propositions détaillées sur la façon d'atteindre cet objectif. Il ne peut y avoir un niveau élevé d'emplois stables et de qualité sans un système de protection sociale efficace ; à l'inverse, il ne peut y avoir de système de protection sociale durable sans un niveau élevé d'emplois stables et de qualité. Ainsi, nous devons lutter vigoureusement contre le chômage sur la base de notre plan de relance renforcé et moyennant une stratégie d'entrée sur le marché du travail. Pour cela, nous proposons un Pacte européen pour l'emploi assorti de solutions nouvelles, d'urgence et de long terme, pour un emploi de qualité tout au long de la vie. La solidarité entre générations est essentielle pour l'avenir de systèmes de protection sociale. Nous devons garantir un accès égal et universel au marché du travail, où les travailleurs, jeunes et moins jeunes, hommes et femmes, les groupes plus vulnérables et les personnes handicapées, jouissent d'une égalité des chances. Il est important de veiller à faciliter l'entrée des jeunes sur le marché de l'emploi en garantissant l'égalité d'accès à une éducation de qualité et un soutien à grande échelle aux programmes de stage et d'apprentissage prévoyant une rémunération décente. Le programme européen "Des compétences nouvelles pour des emplois nouveaux"

doit permettre de garantir une requalification des travailleurs pour les préparer aux nouveaux emplois du futur. Il est essentiel de mettre en place des solutions permettant aux employeurs d'éviter les réductions de personnel, par exemple, en conciliant de façon intelligente temps de travail et programmes de formation. La législation européenne en matière d'emploi et d'affaires sociales doit être renforcée afin de maintenir des hauts niveaux de protection et de créer un environnement équitable partout dans le Marché unique, par exemple, pour éviter que la mobilité ne contribue à miner les conditions de travail et les salaires tout en créant des opportunités plus justes et davantage de garanties tant pour les employeurs que pour les salariés. L'Union Européenne doit veiller à éliminer toutes les barrières qui entravent encore la libre circulation des travailleurs. Il est également essentiel que les entreprises européennes et les règles de la concurrence n'aillent pas à l'encontre de notre capacité à garantir la pérennité des services publics. Par conséquent, nous croyons qu'un cadre juridique européen est essentiel pour des services publics forts, afin d'en garantir un accès universel et égal pour les citoyens, d'en assurer la qualité, l'autonomie locale et la transparence, indépendamment des compétences linguistiques, tout en maintenant leur intégrité telle qu'elle a été définie au niveau national, afin que les règles européennes en matière de concurrence et de droit des entreprises n'aillent pas à l'encontre des droits des citoyens.

En tant qu'instrument et programme stratégique, l'Agenda social européen fixe les objectifs sur lesquels la Commission travaillera et les moyens de mise en œuvre pour les atteindre. En tant que tel, il constitue un instrument essentiel, qui doit être maintenu. Par conséquent, nous devons adopter un Agenda social pour la période 2010-2015 définissant les instruments (législation, méthode ouverte de coordination, dialogue social et instruments financiers) pour sa mise en œuvre.

Nous nous engageons également à garantir que la législation européenne respecte pleinement les droits des citoyens tels qu'ils sont consacrés par la Convention européenne des droits de l'homme et par la Charte européenne des droits fondamentaux. Nous voulons renforcer la législation anti-discrimination afin de garantir une égalité de traitement sur la base du sexe, de la race, du handicap, de l'âge, de l'orientation sexuelle et de la religion ou croyance. Des efforts doivent être fournis en faveur des minorités et des groupes plus vulnérables ou socialement exclus de la société, afin de leur permettre d'avoir notamment accès aux biens publics comme l'éducation.

La crise financière et économique nous montre à quel point il est urgent et nécessaire de construire une nouvelle Europe sociale. Nous ne pouvons pas échouer. Des régimes de protection sociale forts, justes et efficaces sont fondamentaux pour garantir un meilleur avenir aux citoyens au 21<sup>ème</sup> siècle.

## **5. Promouvoir l'égalité femme-homme**

Notre vision des sociétés progressistes est intrinsèquement liée à l'égalité entre femmes et hommes. Les inégalités entre hommes et femmes continuent d'avoir des conséquences profondément négatives sur l'économie, la justice sociale et la démocratie.

A travail égal, les femmes gagnent encore en moyenne 17,4% de moins que les hommes ; elles sont plus susceptibles de se retrouver au chômage, sont découragées face au manque d'emplois décents sur le marché et occupant des emplois moins bien rémunérés, de mauvaise qualité ou à temps partiel. La crise économique et financière a montré que trop peu de femmes occupent de hautes fonctions décisionnelles dans le secteur bancaire et au sein des sociétés cotées en bourse. De façon plus générale, les femmes n'ont pas pu contribuer pleinement à la création d'une nouvelle prospérité et à une gestion plus saine de l'économie.

Le niveau d'égalité femme-homme en Europe varie d'un Etat membre à l'autre. Les pays européens qui sont allés le plus loin en matière de droits et d'opportunités pour les femmes sont parmi les sociétés les plus durables en Europe ; ils comptent par ailleurs le nombre le plus élevé de femmes sur le marché du travail et les plus hauts taux de natalité.

Le principe d'égalité femme-homme doit être intégré de façon transversale dans toutes les politiques et les instruments européens, notamment les programmes de relance nationaux et européens. L'Union Européenne doit sans plus attendre adopter une Charte européenne des droits de la femme afin d'améliorer les droits et les opportunités des femmes et de promouvoir les mécanismes qui permettront d'arriver à une véritable égalité des sexes dans tous les aspects de la vie sociale, économique et politique. Par ailleurs, cette Charte doit s'accompagner d'un mécanisme visible, efficace et ciblé doté des ressources suffisantes pour en garantir l'application et le respect dans tous les Etats membres.

Un renforcement du droit à un congé parental rémunéré et partagé, à une prise en charge des enfants en âge préscolaire et à l'éducation déboucherait sur une participation accrue des parents sur le marché de l'emploi, sur un meilleur rendement économique, sur une réduction de la pauvreté (diminuant ainsi la pression sur les systèmes de protection sociale) et sur de meilleures opportunités de vie pour les enfants. Nous devons atteindre les objectifs de Barcelone dans le domaine de la petite enfance. Le recours aux quotas en politique et dans le secteur privé doit être étudié afin d'éliminer les discriminations latentes et de garantir l'égalité femme-homme.

Nous continuerons à faire campagne pour l'égalité de représentation des femmes et des hommes dans toutes les instances décisionnelles au niveau européen. En ce sens, nous sommes fiers que le premier Haut-représentant de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité commune, suivant la ratification du traité de Lisbonne, soit Catherine Ashton, une femme issue de notre famille politique.

Nous nous réjouissons que la prochaine présidence espagnole de l'UE ait mis le thème des droits des femmes au premier plan de ses priorités à l'agenda européen. Nous continuerons de promouvoir les droits sexuels et reproductifs des femmes partout dans l'Union Européenne. L'Europe doit renforcer ses efforts pour éradiquer la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle à travers une coopération judiciaire et policière accrue. Nous proposons également d'encourager et d'appuyer l'UE et ses Etats membres dans leurs

efforts pour endiguer la violence domestique et la violence sexospécifique, dont sont victimes notamment les femmes issues des minorités ethniques, et ce à travers les programmes et les fonds européens pertinents.

Nous sommes convaincus que la promotion de l'égalité femme-homme aura des conséquences positives profondes sur l'avenir des sociétés européennes.

## **6. Promouvoir un nouvel ordre mondial pour le progrès humain et la sécurité**

Les énormes défis mondiaux d'aujourd'hui accroissent les inégalités et compromettent la capacité des pays développés et en développement à garantir le progrès humain partout dans le monde.

Un nouvel ordre mondial de pouvoirs régionaux est en train d'émerger. L'Union européenne doit s'assurer que d'autres pouvoirs régionaux ne décident pas de son avenir à sa place. Nous avons aujourd'hui la possibilité de construire des partenariats forts avec des gouvernements progressistes, aux Etats-Unis, en Australie, au Japon, en Afrique du Sud et au Brésil, et de forger ensemble une nouvelle mondialisation pour le progrès humain et pour la sécurité. Nous devons également nous engager avec fermeté à renforcer nos relations avec les partenaires de l'UE dans le monde.

Les conservateurs et les libéraux exigent des citoyens qu'ils s'adaptent à la mondialisation ; nous, nous voulons lui donner une autre orientation. Ensemble avec les forces progressistes du monde, nous voulons ouvrir une nouvelle ère de progrès humain à l'échelle mondiale. La solidarité internationale est un principe de base pour nos partis, qui se voit reflétée dans les priorités que nous avons définies à l'agenda européen dans le domaine de son action extérieure. Le traité de Lisbonne dotera l'Union Européenne d'une capacité d'action renforcée afin de s'élargir et d'agir de façon plus efficace dans le monde globalisé d'aujourd'hui à travers le Haut représentant de l'Union en charge de la politique étrangère et de sécurité commune agissant de concert avec le Président du Conseil européen, afin de donner à l'Union Européenne une voix plus forte et plus claire au niveau mondial, la capacité de lancer une **action extérieure plus cohérente et homogène** recouvrant la PESC, le commerce, la coopération, l'aide humanitaire et la dimension extérieure des politiques européennes telles que l'énergie, la recherche, l'éducation, l'emploi et l'égalité femme-homme, et enfin, un service de représentation extérieure afin de promouvoir nos intérêts collectifs auprès des pays tiers.

Nous devons définir un **nouvel agenda progressiste pour la politique extérieure européenne** afin d'ouvrir la voie à une nouvelle mondialisation au service du progrès humain et de la sécurité, pour garantir un avenir meilleur pour la planète et pour ses habitants au 21<sup>ème</sup> siècle. Il convient notamment de rappeler aux gouvernements leurs engagements en matière de coopération au développement et afin d'aider les pays moins développés à faire face aux effets du changement climatique. Le travail décent, la protection de l'environnement

et la capacité du monde à gérer les changements climatiques, à garantir la justice sociale, l'égalité femme-homme, la lutte contre la pauvreté, la sécurité, le maintien et la consolidation de la paix, le désarmement, la réforme des marchés financiers, le respect des conventions internationales sur l'immigration et l'asile, et un commerce juste, libre et durable : ces points sont essentiels pour un monde meilleur.

Dans ce cadre, il est absolument crucial que l'Union européenne revoie sa politique, notamment envers l'Afrique subsaharienne. Les Objectifs du Millénaire pour le Développement doivent rester la priorité. Par conséquent, il est important de mettre l'accent sur le développement de l'agriculture vivrière et sur les services publics de base comme la santé et l'éducation. L'Union européenne doit également suivre de près les processus d'intégration régionale en Amérique latine afin de promouvoir sa vision d'une intégration qui n'est pas seulement économique mais aussi politique et sociale.

Notre politique progressiste de paix au 21<sup>ème</sup> siècle se fonde sur un concept plus large de la paix, qui inclut également la sécurité et le développement. Nous savons qu'à long terme, la paix ne pourra devenir réalité que moyennant une série de mesures politiques, économiques, culturelles et de coopération au développement fondées sur un multilatéralisme effectif et sur un ordre économique et juridique international impartial et équitable. L'UE doit renforcer ses efforts collectifs pour relever les défis sécuritaires mondiaux avec ses partenaires internationaux. En ce sens, nous appuyons pleinement l'initiative de l'Administration américaine en faveur du désarmement mondial. Nous nous engageons à renforcer les efforts européens pour appuyer le désarmement international, notamment en insistant sur la mise en œuvre effective des accords internationaux sur le contrôle des armes et la non-prolifération et en appliquant de façon plus stricte et transparente le Code de conduite européen sur les exportations d'armes. Il est urgent que nous ouvrons un nouveau chapitre dans la politique de détente et que nous fassions du contrôle des armes et du désarmement un principe fondamental de nos relations internationales sur la base des traités existants. Nous voulons un monde sans arme nucléaire. A cet effet, nous devons nous engager pleinement avec le reste du monde en faveur des éléments suivants : l'extension de la paix, de la stabilité et de la prospérité aux régions avoisinantes au moyen d'une politique énergétique et de voisinage élargie, le renforcement de la coopération transatlantique avec le gouvernement américain, le maintien de nos partenariats stratégiques avec les grands acteurs mondiaux ; enfin, la mise en œuvre d'une réforme profonde des institutions mondiales de gouvernance afin d'en améliorer la représentativité et d'en garantir le développement, sous l'impulsion créée par le processus du G20.

Il y a vingt ans, le Mur de Berlin s'effondrait. Nous vivons à présent une époque extraordinaire. Le désir de liberté des peuples d'Europe centrale et orientale a permis à notre continent de se réconcilier. L'élargissement de l'UE est une réussite, qui a ouvert de nouvelles perspectives aux populations tant des nouveaux que des anciens Etats membres. Nous nous engageons à poursuivre l'élargissement de l'Europe, comme partie intégrante d'une politique européenne plus large pour la promotion de la paix. Cela s'applique aux pays des Balkans occidentaux, dont les perspectives européennes constituent à notre sens un élément vital pour la stabilité de la région. Nous sommes en faveur d'un processus de

négociations d'adhésion à l'UE ouvert avec la Turquie, sur la base de critères clairs et à condition que tant la Turquie que l'UE respectent leurs engagements respectifs.

Notre souhait est à présent de faire en sorte que tous les individus puissent vivre dans des sociétés libres, durables et socialement justes, et dans la paix. Nous appuyons les programmes européens qui visent à soutenir la société civile et la démocratie dans les pays qui ne sont pas libres. Les efforts internationaux pour le maintien et la consolidation de la paix sont fondamentaux en ce sens. Lorsque nous entamons un dialogue avec des régimes autoritaires ou des dictatures, nous insistons toujours et avant tout sur la question des droits de l'homme.

La crise touche les pays les plus pauvres le plus âprement. Il relève de notre responsabilité d'agir afin de les aider à améliorer leur situation. La responsabilité sociale des entreprises, ou encore la lutte contre le travail des enfants et contre toute forme d'esclavage moderne font partie de nos grandes priorités sur l'agenda international. Nous encourageons le commerce équitable et les programmes de lutte contre la pauvreté. Par ailleurs, nous appuyons les syndicats dans leur lutte pour un travail et pour des salaires décents. Enfin, nous demandons que l'on mette fin à la spéculation financière sur les denrées alimentaires de base lorsqu'elle menace le droit à l'alimentation.

L'Union européenne doit également soutenir le système commercial multilatéral, en faveur des pays en développement dans le cycle de Doha pour le développement, et garantir une distribution nationale plus juste des bénéfices engendrés par l'ouverture commerciale ainsi que de meilleures normes sociales et environnementales.

Nous sommes profondément convaincus qu'il nous faut garantir un **nouveau Pacte mondial** pour un nouvel ordre mondial de justice sociale, d'égalité, de développement durable et de démocratie.